

LIEUSAIN, le 25 septembre 2015

Patrice BREMENT  
Secrétaire Départemental  
Solidaires Finances Publiques 77

A

M Denis DAHAN  
Président du Comité Technique Local  
38 Av Thiers  
77000 MELUN

Objet : refus de participer au prochain CTL

M. le Président,

Vous avez convié les représentants des personnels le 28 septembre 2015 à un Comité Technique Local (CTL) dont l'ordre du jour essentiel est l'Adaptation des Réseaux et Structures dit ARS.

Solidaires Finances Publiques 77 ne participera pas à cette séance, ni à celle éventuellement reconvoquée. Quelle que soit notre opinion sur ce sujet crucial pour l'avenir des services, des agents et du service public, vous avez d'ores et déjà décidé. **Ce n'est pas notre conception du dialogue social.**

Ce dialogue social existe de moins en moins, voire, est nul sur les sujets aussi cruciaux que ceux à l'ordre du jour. Pour l'illustrer, l'avis du CHSCT sur les conséquences des réorganisations devrait être un élément éclairant les discussions lors du CTL. Mais le CHSCT ne se réunissant que le lendemain, vous n'avez que faire de son avis. Le passage des réorganisations à ce CTL ne constitue donc que le passage obligé conformément au décret de 1982. Tant du point de vue national que local, les revendications des personnels ne sont ni écoutées et encore moins comprises.

Solidaires Finances Publiques, première organisation syndicale à la DGFIP tant au niveau national qu'à la DDFIP de Seine et Marne, légitimée par une forte participation aux dernières élections professionnelles, n'accepte pas de ne pas être considérée, et que l'ensemble des agents que nous représentons ne soit pas écouté. Nous ne cautionnerons pas, par notre présence, les réorganisations qui vont à l'encontre des intérêts des agents et du service public.

Sur le fond, l'ARS est la déclinaison de la démarche stratégique amplifiée par notre Directeur Général. Elle ne constitue pas, et de loin, une adaptation de notre organisation à notre époque mais répond à l'unique volonté d'économies budgétaires à la DGFIP. Notre Direction se veut à ce titre particulièrement exemplaire avec la suppression de 32 000 emplois depuis 2002 et près de 500 à la DDFIP77. Cette exemplarité, ce sont les agents et les usagers qui la subissent alors que nous n'avons jamais eu autant besoin de nos services et agents : les collectivités locales pour nos soutiens et conseils, les concitoyens notamment avec la lutte contre la fraude fiscale... pour ne citer que ces exemples. Le service public dépérit malgré l'image que vous voulez en donner et les agents voient leurs conditions de vie au travail se dégrader.

Par ailleurs, ce plan de réorganisations concerne l'année 2016 et vous vous gardez bien de ne pas évoquer la suite laissant planer de nombreuses inquiétudes dans l'esprit des agents. Nous n'avons

pas connaissance des perspectives pour les prochaines années mais le gros risque de plans annuels qui s'abattront chaque année. Cette méthode va à l'encontre du Guide de Prévention contre les Risques PsychoSociaux issu de vos réunions DUERP/RPS organisées pour chaque site. Ce guide préconise notamment de la visibilité pour les agents. Bien au contraire, ces agents sont bringuebalés de réorganisations en réorganisations, sans qu'à aucun moment ils n'aient le temps de trouver leurs repères, sans qu'à aucun moment, ils ne comprennent le sens de leur travail. Cette volonté et cette méthode ne servent ni les agents, ni le service public.

Enfin, vous nous présentez ce sujet dans un environnement particulièrement hostile contre les fonctionnaires. Les propos de M MACRON, ministre de l'Economie, sur la mise en cause de notre statut n'est pas le fait du hasard et a été rapidement renchéri par un discours anti fonctionnaires.

D'un autre côté, la ministre de la Fonction Publique fait chanter les représentants des personnels de la Fonction Publique en présentant son « Parcours Professionnel des Carrières et Rémunérations » (PPCR) comme à prendre intégralement ou à laisser, écartant tout dialogue avec les fédérations de fonctionnaires non signataires. De la mobilité subie et quelques maigres avancées sur la rémunération en passant par des garanties rognées, voilà le risque d'un traitement inacceptable d'un fonctionnaire avec ce PPCR.

Plus proche, à la DGFIP, les plans de promotions sont constamment revus à la baisse laissant que peu d'espoir à l'ascenseur social, pourtant la fierté de notre administration il y a encore peu de temps. S'ajoutent à cela la suppression de la prime d'intéressement collectif transformée comme mesure d'accompagnement des réformes néfastes aux agents et aux usagers, le blocage de la valeur du point d'indice depuis plus de 5 ans désormais et de la fin de l'indemnité dégressive, le tout conduisant à une perte inacceptable de salaire net. L'austérité est manifestement de rigueur dans notre administration.

M Le Président, le dévouement des agents pour préserver un minimum de qualité de service public ne mérite pas un tel acharnement à leur encontre. Solidaires Finances Publiques 77 ne peut continuer à accepter cette méthode, cette absence d'écoute.

Solidaires Finances Publiques demeure et demeurera constamment ouvert à un dialogue qui lie intérêt du service public et intérêt des agents. Mais, pour l'heure, face à votre refus, vous ne nous laissez pas le choix de passer à l'action pour nous faire entendre. La rupture du dialogue social n'est pas de notre fait mais bel et bien du vôtre.

Avec l'espoir d'un réel changement de cap et de méthode, acceptez, M Le Président, mes salutations distinguées.

Patrice BREMENT

Copie à :

- Gérard GAULLIER, directeur du pôle Pilotage et Ressource
- Odile LEMARCHAND, directrice du Pôle Gestion des Compte Publiques
- Claude PAIN, directeur du Pôle Fiscal